



FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION, PUBLIC DOMAIN, VIA WIKIMEDIA COMMONS, BRENDAN SMIALOWSKI/AFP, DIA DIPASUPIL, CHIP SOMODEVILLA, MANNY CARABEL/GETTY IMAGES, JULIA HENDERSON/LA TROMPETTE

États-Unis : Arrangement à l'aimable dans le procès Flynn, mais qui paie ?

- Stephen Flurry
- [27/03/2026](#)

Le 25 mars, le ministère de la Justice des États-Unis a discrètement réglé pour un montant de 1,25 million de dollars un procès intenté par le général de corps d'armée à la retraite, Michael Flynn, qui était le premier conseiller à la sécurité nationale de Trump. Cette somme est loin d'atteindre les 50 millions de dollars qu'il avait réclamés en invoquant des poursuites abusives.

- Le général Flynn a fait l'objet d'une enquête au début du mandat de Trump en raison de tactiques douteuses du FBI, puis a été forcé de plaider coupable en 2017, notamment en raison de menaces à l'encontre de son fils. Face aux inquiétudes croissantes en matière d'inconduite, le ministère de la Justice a abandonné les poursuites en 2020 et Trump l'a gracié, mais seulement après dix ans de préjudices juridiques et financiers.

Le ministère de la Justice a qualifié l'accord d'« étape importante dans la réparation d'une injustice historique ». Flynn était moins positif :

Rien ne peut compenser totalement le calvaire que ma famille et moi-même avons enduré au cours de ces nombreuses années, avec ses attaques incessantes, la destruction de nos réputations, la ruine financière.

Dix ans. C'est ce que cela lui a coûté. Et les hommes responsables ? James Comey, Peter Strzok, Andrew Weissmann et les architectes de toute l'opération — aucun n'a fait l'objet de poursuites pénales.

- **Robert Mueller**, l'homme dont l'équipe a menacé la famille de Flynn pour obtenir un plaidoyer de culpabilité, est décédé la semaine dernière, recevant des hommages des médias et des déclarations élogieuses de deux anciens présidents.

Le ministère de la Justice affirme que ce qui a été fait au général Flynn constitue une « instrumentalisation du gouvernement fédéral » et a juré que cela ne doit plus jamais se reproduire. Toutefois, des vœux pieux sans verdicts ne signifient rien. Les États-Unis ne pourront pas s'en remettre tant que les contrevenants n'auront pas reçu la peine requise par la loi.

- **Un règlement payé par les contribuables** à l'homme qui a été lésé ne constitue pas une prise de responsabilité. Il s'agit d'une facture envoyée à la mauvaise adresse.

Ésaïe 59 :14 décrit les États-Unis d'aujourd'hui : « Et la délivrance s'est retirée, et le salut se tient éloigné ; car la vérité trébuche sur la place publique, et la droiture ne peut approcher. »

Le jugement de Dieu, cependant, n'est pas sujet à un changement d'administration. Les architectes de cette injustice en répondront, non pas devant un tribunal fédéral de Floride, mais devant le Dieu qui avertit dans Ésaïe 5 : 20 : « Malheur à ceux qui appellent le mal bien, et le bien mal [...] ». Ce malheur approche. Et contrairement à l'arrangement légal du général Flynn, il sera payé complètement.